



Communiqué

Montreuil, le 26 mars 2026

Guerre en Iran : les populations civiles meurent, les travailleurs paient, le gouvernement regarde ailleurs

Le baril flambe, le détroit d'Ormuz brûle, des civils meurent par milliers et le gouvernement s'agite. Des réunions, des tables rondes, des aménagements tarifaires pour les filières organisées. Pendant ce temps, les travailleurs — ceux qui remplissent leur réservoir pour aller bosser, ceux qui finissent le mois à découvert — attendent. Ils attendront encore.

C'est une constante : quand la crise frappe, le pouvoir répond aux lobbies. La population travailleuse, elle, absorbe. Quant au Rassemblement national, qu'on ne s'y trompe pas : derrière les grandes déclarations, c'est le même camp — celui des puissants, des actionnaires, des intérêts organisés. Il n'a jamais défendu un travailleur qu'il ne pouvait pas instrumentaliser.

Les agents du ministère de la Transition écologique et de leurs établissements publics ne font pas exception. Eux qui portent, au quotidien, la politique énergétique et environnementale de ce pays — avec des salaires gelés, des effectifs en chute, des services exsangues — n'ont droit à aucune mesure d'urgence. Pourtant, chaque baril à 120 dollars est la facture directe d'une transition écologique que l'État n'a jamais vraiment voulue financer. Ni les politiques. Ni les agents qui les mettent en œuvre.

Ce n'est pas une fatalité. C'est un choix politique. Et nous le refusons

La FNEE-CGT exige une revalorisation salariale immédiate et un plan de recrutement d'urgence. Les crises ne font que rendre plus visible ce qui était déjà insupportable.

Ça suffit.